

Social. Alors que les délégations de service public arrivent à leur terme en 2014, le Collectif 34 dénonce l'opacité de la concertation lancée par la collectivité.

Les partisans de la régie manifestent contre l'Aggl'eau

■ Régie ou délégation de service public ? La question de la gestion de l'eau et de l'assainissement est un serpent de mer à Montpellier depuis de nombreuses années. Lorsqu'elle était encore de la compétence des communes, Georges Frèche, alors maire de la capitale régionale, avait assuré qu'un grand débat s'ouvrirait dès l'échéance de la délégation de service publique accordée à Véolia. Chose promise, chose due, avait annoncé en grande pompe Jean-Pierre Moure, le président de l'Agglomération de Montpellier, il y a quelques mois. Son institution a en effet repris les rênes de la gestion de l'eau des 31 communes qui la composent et les contrats liant 17 d'entre elles à Véolia, Suez ou Saur arriveront à leur terme l'année prochaine. En vue de cette expiration, l'Agglo a donc lancé une vaste concertation pour décider du devenir de la production et de la distribution de l'eau sur son territoire qui se terminera par un grand forum en mai.

Vaste ? Ce n'est pas l'avis de l'association Eau Secours 34 qui a créé en décembre dernier avec Attac Montpellier, le Collectif 34 pour une gestion de l'eau en régie publique*. « Cette concertation se déroule dans l'opacité la plus totale. C'est une discussion à huis clos, dénonce Jean-Claude Favier. Au lieu d'un grand débat avec la population, l'Agglomération s'est contentée de désigner 18 personnes, censées être un panel représentatif des habitants de l'agglo. » Hier après-midi, ce panel effectuait un troisième week-end de formation en vue de donner son avis définitif, la semaine prochaine. « On ne doute pas que cette information a été neutre et objective », raille Jean-Claude Favier entouré



Une cinquantaine de manifestants s'est réunie hier devant le domaine de la Providence. PHOTO DAVID MAUGENDRE

d'une cinquantaine de manifestants. « Pour la première fois aujourd'hui [hier, ndlr], le panel va rencontrer des personnes qui ne sont pas totalement acquies à la délégation de service public. On va être les premiers à leur dire qu'il y a une autre façon de faire. Mais nous n'auront que 10 minutes pour s'exprimer, suivies de 10 minutes de débat », se désole le porte-parole du collectif qui veut faire de ce débat « un problème politique ».

Il l'assure : le choix d'un retour en régie publique, déjà acté par

de nombreuses villes dont Paris, Grenoble ou Saint-Etienne, sera un bénéfice pour tout le monde. Et en premier lieu pour la facture des usagers. « Même si Véolia et les autres disent qu'ils font le moins de bénéfices possibles, on a constaté une baisse de 25 à 50% des prix avec le retour en régie. » Par ailleurs, Jean-Claude Favier se veut rassurant : le personnel de Véolia serait réembauché et l'Agglo n'aurait rien à débours pour récupérer les réseaux et installations puisque c'est la collectivité qui a réalisé les inves-

tissements nécessaires.

Déterminé à engager « un rapport de force » avec l'Agglo, le collectif se prépare déjà à une nouvelle réunion publique le 25 février prochain et à des actions le 22 mars à l'occasion de la journée mondiale de l'eau.

MARINE DESSEIGNE

*Sont aussi membres les Amis de la Terre Hérault, Greenpeace, Collectif Grand Montpellier Gaz de schiste Non merci, avec le soutien d'EELV, la FASE, la Gauche Anti-capitaliste, le NPA 34, et le Parti de Gauche.